

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de marche n°24
BP 10001
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 4 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOGISTIQUE JUNG

Vieux chemin de Bergheim
67600 Sélestat

Références : 4140/LB/AG
Code AIOT : 0006704140

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/01/2024 dans l'établissement LOGISTIQUE JUNG, implanté RD 421 67670 Mommenheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGISTIQUE JUNG
- RD 421 67670 Mommenheim
- Code AIOT : 0006704140
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation Logistique Jung, située à Mommenheim, est un entrepôt à autorisation stockant actuellement, en majorité, des boissons alcoolisées type bières, ainsi que du mobilier de bureau pour deux clients principaux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle, puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée. »

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(en)t été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délai
2	Exercices de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 13	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Amende	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾
1	État des matières stockées d'information de la population	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 23	Susceptible de suites	Sans objet
4	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe VIII	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté le retour en conformité de deux points sur trois faisant l'objet de la mise en demeure.

L'inspection propose donc à la préfète d'acter la levée de la mise en demeure pour les points relevant de l'état des stocks et de l'étude des flux thermiques.

L'inspection a constaté la non-réalisation d'un exercice de défense incendie malgré la mise en demeure. Il est donc proposé des sanctions administratives et de transmettre au parquet le procès-verbal relevant l'infraction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées d'information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II, point 1.4
Thèmes : Risques accidentels, inventaire synthétique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 26/06/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance retenue : 19/12/2023
Prescription contrôlée : Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks synthétique qui liste, par cellule, le nombre de palettes par typologie de produits (papier, liquides, matériel de bureau, ...). L'exploitant répond à la mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Exercices de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II Point 13
Thèmes : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2023
Prescription contrôlée : (.../...) Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. (...)
Constats : L'exploitant a présenté un document datant du 19 juin 2023 (soit antérieur à la première visite qui a abouti à la mise en demeure), présentant les formations accomplies par une partie du personnel sur la manipulation des extincteurs incendie. Ce document ne justifie pas de la réalisation d'un exercice de défense incendie et l'exploitant n'a pu présenter aucun compte rendu d'exercice de défense incendie. L'exploitant n'a mis en place aucune action pour se remettre en conformité suite à la mise en demeure. Considérant que l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement en violation d'une mesure de mise en demeure, est un délit puni par l'article L.173-1-II du code de l'environnement, il a été communiqué au parquet un procès-verbal. Considérant que le non-respect d'une mise en demeure est passible de sanctions administratives par l'article L.171-8-II du code de l'environnement, il est proposé une amende administrative d'un montant de 2 250 euros. Il est également rappelé à l'exploitant qu'il doit réaliser, dans les plus brefs délais, l'exercice de défense incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Amende

N° 3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe II, point 23
Thèmes : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 26/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023, pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1 ^{er} janvier

<p>2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; – l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; – les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; – la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; – les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; – les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; – le plan de situation, décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau, ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; – la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et, le cas échéant, l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; – la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; – la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; – les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; – les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit, en outre, les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie, ainsi que ses mises à jour, sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne, s'il existe. Il est tenu à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail, le 26 janvier 2024, son plan de défense incendie mis à jour avec les documents manquants lors de la précédente inspection (plan avec les commandes de désenfumage, mesures prises en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 4 : Effets thermiques sur les tiers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe VIII</p>
<p>Thèmes : Risques accidentels, prévenir les effets thermiques sur les tiers</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 26/06/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 19/12/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore, avant le 1^{er} janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation, et avant le 1^{er} janvier 2026 pour les installations à déclaration, une étude visant à</p>

déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m^2 . Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

Constats :

L'exploitant a fourni, lors de l'inspection, le document "Modélisation des Flux thermiques". La modélisation porte sur les quatre cellules et ne fait pas état de flux thermiques supérieurs à 8 kW/m^2 sortant des limites du site. Néanmoins, des flux de 3 kW/m^2 sortent des limites de site et sont susceptibles de toucher un bâtiment voisin pour lesquels un porter à connaissance risque technologique est à faire.

La modélisation fait également état d'une durée d'incendie de 136 min. Conformément à la note technique Flumilog du 01/12/2020, les conditions ne sont pas remplies pour considérer le risque de propagation de l'incendie aux cellules voisines.

JUNG LOGISTIQUE – Mommenheim (67) Modélisation des flux thermiques

2.4. - RESULTATS

La représentation graphique des flux est disponible ci-dessous : extrait de plan pour visualiser les différentes cellules :



Les flux 3 kW/m^2 sortent des limites de propriété (de moins de 4m) vers le sud mais n'atteignent pas la voie SNCF. Les flux 3 kW/m^2 sortent sur la façade ouest (de 7m) et touchent la partie stockage du bâtiment voisin (pas la partie ERP). Les flux sont conformes à l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.

Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure